



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LE COMBAT NE FAIT QUE COMMENCER

**LES COORDINATIONS, COMME LES SYNDICATS,
NE MENENT QU'A LA DEFAITE**

Le 23 octobre, la "coordination infirmière" décidait l'arrêt de la grève. Après l'avoir suscitée artificiellement, avec la complicité active du parti socialiste et de la CFTD, elle a décidé de l'enterrer.

UNE MANOEUVRE D'AMPLEUR CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

Tout son déroulement montre que nous avons été confrontés à une manoeuvre d'ampleur de la gauche montée de toutes pièces depuis le retour des socialistes au gouvernement : celle-ci, prévoyant l'inévitable montée du mécontentement et de la combativité au sein de la classe ouvrière contre sa politique d'austerité accrue, a pris les mesures préventives nécessaires pour la désamorcer.

A cette fin et pour ne pas laisser la CGT exploiter ce mécontentement à son seul bénéfice ainsi qu'à celui du PCF, les autres composantes de la gauche, le PS, le gouvernement, ainsi que les gauchistes de LO et de la ICR, ont monté un véritable spectacle dont l'avant-scène a été occupé par la fameuse "coordination infirmière".

Devenues, depuis la grève à la SNCF de décembre 86, une véritable tarte à la crème, les coordinations sont la réponse systématique de la bourgeoisie pour faire face à la méfiance croissante des ouvriers vis-à-vis des syndicats et au phénomène de désynchronisation massive. En effet, c'est pour mieux les tromper qu'à travers ses gauchistes elle les appelle de plus en plus à suivre cette nouvelle structure "toute trouvée", leur faisant croire qu'il s'agit d'une organisation extra-syndicale.

Pour déployer sa manoeuvre, la bourgeoisie a porté son choix sur une corporation, celle des infirmières, qui a effectivement subi depuis des années une dégradation particulièrement importante des salaires et des conditions de travail. Mais surtout, cette corporation présentait l'immense avantage pour la bourgeoisie d'être au sein de la classe ouvrière, une des fractions les moins expérimentées, avec le moins de traditions de lutte, de ce fait politiquement parmi les plus arriérées et donc les plus vulnérables à la manoeuvre. En un mot, une fraction de la classe ouvrière la plus "utilisable" par la bourgeoisie pour faire face à la vague de mécontentement de fond qui se développe aujourd'hui au sein de la classe ouvrière.

Exploitant à fond la faiblesse et les préjugés qui régnaient dans cette corporation à l'égard de l'ensemble du personnel hospitalier moins qualifié et considéré comme "subalterne", la gauche a pu faire éclater prématurément et préventivement, cette lutte qui avait ainsi toutes les chances de rester isolée.

La manoeuvre apparaît clairement tout au long du mouvement, et même avant :

- déjà au mois de juin dernier, la date de la pre-

mière manifestation est planifiée au 29 septembre par ceux qui allaient constituer le noyau central du bureau de la coordination ;

- dès le début de la lutte, c'est cette coordination, inconnue de tous et constituée dans le dos des ouvriers, qui appelle uniquement les infirmières à la lutte ;

- par la suite, tout le paquet est mis pour développer l'isolement et la division au sein même des hopitaux (pas moins de 9 coordinations pour ce seul secteur !)

- à travers la bienveillance que lui ont témoignée Mitterrand, Rocard, ainsi que l'ex-ministre Schwartzberg, et les flatteries que ces hypocrites n'ont cessé de prodiguer aux infirmières ;

- à travers la raison élitiste et hiérarchique mise en avant par tous pour justifier l'augmentation salariale : le niveau d'études ("bac+3" comme répétaient beaucoup d'infirmières et la coordination) ;

- à travers une revendication salariale démagogique (environ 40 % d'augmentation pour les bas salaires), alors que même dans des mouvements d'une autre ampleur comme en 36 ou 68, les ouvriers n'ont obtenu que 10% au mieux. Une telle surenchère démagogique ne peut en aucun cas mobiliser la grande majorité des ouvriers ni servir de revendication unificatrice.

En fin de compte, le gouvernement a sorti sa carte, "le milliard pour les infirmières" (prévu d'ailleurs de longue date dans le budget) auquel le PS a "obtenu" une rallonge (également prévue) ; et il a surtout remis en selle les syndicats aujourd'hui revenus en force à travers la comédie des négociations.

La manoeuvre prévue et mise en place par la bourgeoisie a abouti :

1) elle a amené à la défaite les secteurs qui, dans les hopitaux, s'étaient engagés massivement dans la bataille en même temps que les infirmières et qui -après 3 semaines de lutte- n'ont RIEN obtenu ;

2) elle a désamorcé temporairement la combativité montante dans l'ensemble de la classe ouvrière en France.

La comédie de la "coordination infirmière" est terminée.



**GREVE
DES HOPITAUX**
pages 2 à 4

Mais la bourgeoisie se trompe si elle croit qu'avec toutes ses manoeuvres elle est venue à bout de cette combativité. Si, aujourd'hui après un premier élan, les ouvriers sont en partie débousoles - mais sûrement pas démoralisés-, on n'en est qu'au début d'une vague de luttes. Les ouvriers n'ont pas d'autre issue que de se battre pour faire face aux nouvelles attaques.

QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LES PROCHAINES LUTTES ?

- la classe ouvrière doit se défier de ceux qui, par démagogie essaient de la pousser à rentrer prématurément et précipitamment dans la lutte, qui la poussent à des aventures minoritaires, comme la CGT cherche aujourd'hui à le faire dans les PTT, à l'EDF, à la SNCF, comme les gauchistes qui mettent en place une floraison de coordinations un peu partout.

- la classe ouvrière ne doit pas déléguer son pouvoir à un quelconque appareil préfabriqué comme les syndicats ou les coordinations. La seule garantie de sa lutte, c'est qu'elle la conduise elle-même. Cela ne peut se faire qu'à travers des assemblées ouvrières régulières et fréquentes sur les lieux de travail, assemblées qui sont seules autorisées à prendre les décisions, assemblées qui ne peuvent se

(SUITE PAGE 3)

SOMMAIRE

FRANCE	
.Hopitaux : une combativité dévoyée.....	p.2
."Coordination" PTT.....	p.2
.Les "coordinations" :	
une arme de la bourgeoisie.....	p.3
.Les maigres de "Lutte Ouvrière".....	p.4
IL Y A 70 ANS, LA REVOLUTION EN ALLEMAGNE....	p.5
SITUATION INTERNATIONALE	
.Attaques anti-ouvrières en URSS.....	p.6
.Armes chimiques.....	p.7

AVEC LE SOUTIEN DE LA FRANCE ET DES USA

**CHADLI MASSACRE
NOS FRERES DE CLASSE (PAGE 6)**

■ Depuis les grèves du printemps dernier à Chausson et à la SNECMA, la bourgeoisie française savait que la situation sociale contenait des dangers d'explosions ouvrières, elle savait qu'elle ne pourrait pas empêcher la classe ouvrière de se battre.

La période électorale lui avait permis de contenir et empêcher que les grèves du printemps ne provoquent une situation sociale brûlante mais la réélection du PS au pouvoir et les attaques relancées dès la rentrée avec le budget d'austérité annoncé par Rocard, en plus d'une telle situation potentiellement explosive, ont amené la bourgeoisie, PS au créneau, à développer tout un arsenal de manœuvres afin de mouiller la poudrière sociale, de déboussoler la classe ouvrière, de la démoraliser et empêcher tout réel développement des luttes pour la période à venir, dans un partage des tâches de toutes les forces de gauche, gauchistes et syndicales.

La grève des infirmières lancée par la fameuse "coordination infirmière" a constitué le centre de la manœuvre.

Les journées d'action des 18 et 20 octobre venaient parachèver la manœuvre pour l'ensemble de la classe ouvrière ; des journées d'action de tout le secteur public, intervenant alors que le mouvement des infirmières et de la santé retombait, des journées d'action prétendument "pour l'extension" des luttes, en fait

pour étendre le déboussollement dans la classe ouvrière et pousser à des luttes minoritaires en son sein, luttes minoritaires auxquelles les syndicats ne cessent de chercher à pousser actuellement.

Mais si la manœuvre de la bourgeoisie a réussi momentanément, elle n'a pas réussi à laisser place à un sentiment de démoralisation, comme cela avait été le cas après la lutte à la SNCF en 87. De plus, dès aujourd'hui, on voit se développer des résistances à cette manœuvre. Des secteurs de plus en plus nombreux se sont refusés à suivre "les aventures" proposées et lancées par les syndicats à la suite de leurs journées (ou de leurs semaines) d'action et ceux qui s'étaient momentanément laissés piéger derrière eux sont -notamment dans la région parisienne- en train de faire marche arrière (voir article sur les PTT).

Les potentialités de la lutte restent intactes. La classe ouvrière va devoir obligatoirement reprendre son combat parce que le gouvernement "socialiste" et le patronat ne lui laissent aucun répit dans leurs attaques, que déjà celles-ci redoublent et qu'ils vont les poursuivre et les amplifier. Pour cela, les ouvriers ne devront compter que sur eux-mêmes en aucun cas ne laisser les mains libres ni aux coordinations, ni aux syndicats. Car la bourgeoisie, elle, ne laissera pas passer l'occasion d'exploiter davantage son "nouveau" cheval de bataille que sont les coordinations contre eux.

LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA SANTE UNE COMBATIVITE CONTROLEE ET DEVOYEE PAR LA BOURGEOISIE

■ C'est une coordination, la Coordination Infirmière d'Ile-de-France, auto-proclamée et formée dès le printemps 88 à l'initiative de la CFDT, de la LCR ("Ligue Communiste Révolutionnaire") et de l'UNASTIF (organisation corporatiste d'infirmières) qui, avec le soutien du PS au gouvernement, a appelé toutes les infirmières de la région parisienne à une manifestation pour le 29 septembre à Paris.

Ainsi, le 29/9, lorsque plus de 30 000 travailleurs de la santé (et pas seulement les infirmières, contrairement à ce que voulait la "Coordination") se retrouvent massivement dans la rue, la coordination est déjà bien là, à la tête du mouvement, occupant tout le terrain, dirigeant les opérations, canalisant toutes les énergies derrière sa banderole et ses mots d'ordre : "2000 F et des effectifs tout de suite", "Infirmière = Bac + 3", "Nous sommes dans la rue pour avoir un statut"...

Malgré le corporatisme affichée par la "Coordination" et la mise en avant de revendications spécifiques aux seules infirmières, ce sont toutes les catégories de personnels de la santé qui se mobilisent dès le premier jour. En effet, ce ne sont pas seulement les infirmières qui, depuis des années ont été particulièrement attaquées par les plans d'austérité successifs du gouvernement qu'il soit de droite comme de gauche. Ce sont tous les travailleurs des hôpitaux qui, plus que dans tout autre secteur, ont subi depuis des années les restrictions budgétaires exigées par le déficit croissant de la Sécurité sociale : réduction des effectifs rendant aujourd'hui insoutenable les cadences de travail dans les hôpitaux, blocage des salaires et des primes déjà dérisoires, mobilité et flexibilité de l'emploi autorisant l'administration à "réquisitionner" les travailleurs même pendant les jours de congés pour combler le manque d'effectifs...

Telles furent les véritables raisons de cette colère trop longtemps contenue et qui menaçait d'exploser spontanément dans un secteur où les syndicats sont particulièrement discrédités. C'est face à ce danger d'explosion spontanée, hors de tout contrôle syndical, que la bourgeoisie a pris les devants en attirant l'ensemble des travailleurs de la santé dans le piège des coordinations qu'elle avait mises en place spécialement à cette fin.

LA JOURNEE DU 29 SEPTEMBRE : LE MECANISME DU PIEGE S'AMORCE

La manifestation du 29 septembre démontre une grande mobilisation qui débordait la corporation infirmière en rassemblant toutes les autres catégories de travailleurs de la santé.

Si la manifestation du matin avait été calme et bon enfant, l'assemblée générale appelée par la Coordination Infirmière à l'annexe de la Bourse du Travail, l'après-midi, montrait une combativité et une volonté de se battre inattendues.

Plus de 3 000 personnes se pressent pour entrer dans la salle trop petite et la coordination est contrainte de poser des haut-parleurs dans la rue pour que tout le monde puisse entendre les débats.

Mais la combativité, l'élan qui se manifestaient, n'étaient pas suffisants pour entraîner le mouvement vers l'unité.

Malgré les critiques minoritaires au sein de l'assemblée contre le corporatisme de la Coordination Infirmière, celle-ci a parfaitement gardé le contrôle de la situation. Ainsi, on l'a vue appeler les aide-soignantes à se rassembler à 500 m. de là dans une coordination qui venait d'être constituée. On l'a vue exhorter toutes les autres catégories à former leurs "propres" coordinations. Toutes ces manœuvres ouvertes de division sont passées comme une lettre à la poste sans qu'aucun débordement réel ne se manifeste dans la salle. Ainsi, c'est dès le premier jour que les travailleurs de la santé se sont tous embarqués dans des coordinations parachutées, derrière la locomotive qui devait les conduire à la défaite. A l'issue de cette AG, la Coordination Infirmière parvenait à faire passer dans la confusion la plus totale la suspension de la grève jusqu'à la semaine suivante. Mais surtout cette manœuvre visait à permettre aux forces bourgeoises de gagner du temps pour pouvoir renforcer le dispositif déjà mis en place avec la constitution de la Coordination Infirmière. Ainsi, du 29/9 au 6/10, c'est tout le secteur de la santé qui va être quadrillé par la création d'une multitude de coordinations auto-proclamées qui vont venir prêter main-forte à la Coordination Infirmière en saucissonnant le mouvement,

en l'empêchant de s'ouvrir aux autres secteurs.

DU 6 AU 13 OCTOBRE : LE PIEGE SE REFERME

La manifestation du 6 octobre réunissait deux fois plus de travailleurs que celle du 29 septembre. Dans tout le pays, quasiment tous les hôpitaux, de nombreuses cliniques, étaient mobilisés. Le soir même, Evin recevait la Coordination Infirmière. Au terme de plusieurs heures de négociations, le gouvernement lâchait du lest. Ou plutôt faisait mine de céder, car le "milliard" débloqué pour les infirmières uniquement était déjà prévu dans le budget. Il faisait partie de la manœuvre d'ensemble.

L'annonce de cette "bonne" nouvelle était vécue comme un affront et relançait le mouvement chez les infirmières qui refusaient ce pot-de-vin, tandis que la colère embrasait les autres catégories de personnels laissés pour compte.

Dès le lendemain, la grève reconductible de 24 heures en 24 heures était alors votée partout. Sous la poussée de l'énorme combativité, une véritable bataille semblait alors s'engager.

Cependant, cette énorme combativité ne pouvait déjà plus briser le carcan mis en place par la bourgeoisie. Elle allait lui laisser toute latitude pour affiner son arsenal et couvrir tout le terrain avec la constitution des différentes coordinations qui, dès le 8/10, s'installaient à l'échelle nationale.

Toutes les coordinations vont appeler à des AG séparées dans tous les hôpitaux, AG dénaturées et minées à l'avance par les orientations données par ces coordinations. Aucune initiative ne sera laissée aux travailleurs, si ce n'est celle de suivre -démocratiquement, bien sûr- les directives des coordinations.

De plus, les syndicats, sur la touche et à la queue dans les manifestations du 29 et du 6, sont de plus en plus actifs sur les lieux de travail, pas en tant que syndicats, mais à travers leurs représentants syndicaux. Ce sont eux qui se font élire dans les comités de grève, ce sont eux qui sont "délégués" dans les réunions des coordinations où ils jouent à fond le jeu de la représentativité préten due de celles-ci. Sur les lieux de travail, ils poussent à l'enfermement sur place, vidant les assemblées générales de toute vie ouvrière.

"Coordination PTT" :

LE MEME SABOTAGE DE LA COMBATIVITE OUVRIERE

■ Lors du mouvement dans les hôpitaux, c'est un véritable travail de sabotage qu'ont réalisé dans les centres de tri parisiens les syndicats et les gauchistes de "Lutte Ouvrière" (LO) et de la "Ligue Communiste Révolutionnaire" (LCR) réunis en "coordinations".

Alors qu'au plus fort de la mobilisation dans la santé (entre le 29/9 et le 13/10), l'idée la plus répandue parmi les ouvriers des centres de tri était : "C'est une occasion à saisir, il faut y aller TOUS ENSEMBLE !", les syndicats et les gauchistes ont gardé le silence le plus complet, se gardant bien d'appeler à la lutte dans les PTT.

Et pour cause : il fallait éviter qu'un secteur aussi important ne parte en lutte massivement et qu'il rejoigne les travailleurs de la santé. En un mot il fallait éviter que la manœuvre d'ampleur mise en place par la gauche à travers la lutte des infirmières (cf. éditorial), ne puisse être déjouée ; de même que le 28/9, à la veille de la première manifestation des travailleurs de la santé, toutes les forces de la bourgeoisie -gouvernement, syndicats et gauchistes- ont mis le paquet pour arrêter la grève qui était partie spontanément à la poste du Louvre.

Ainsi, par exemple au centre de tri Paris-Austerlitz, où le 10 octobre, une trentaine de travailleurs d'un service de nuit s'étaient regroupés afin de préparer la grève dans les autres services, les militants de LO présents à ce regroupement sont restés silencieux, refusant de répondre aux questions qui leur étaient posées sur la "coordination" qu'ils avaient mise en place dans certains centres (tel le centre PLM, à la gare de Lyon). Ce silence était dû surtout à leur crainte de perdre le contrôle de la situation. Il leur fallait taire toute information afin de dissuader les ouvriers combattifs du tri Austerlitz d'entrer en contact avec ceux des autres

A PARTIR DU 13 OCTOBRE : LE MOUVEMENT REFLUE

Le 13/10, la Coordination Infirmière appelle à une nouvelle et dernière manifestation nationale, rassemblant derrière elle plus de 100 000 travailleurs. Cette journée qui sera le point culminant du mouvement est marquée par le retour en force des syndicats avec la participation massive de la CGT dans le cortège. On la verra ainsi se distinguer par sa surenchère "radicale", appelant non seulement à l'unité du mouvement mais encore à son "extension" aux autres secteurs de la Fonction Publique (ce qui, venant de sa part, ne pouvait provoquer qu'un effet "répoussoir"). Cette nouvelle manœuvre n'avait qu'un seul but : préparer l'enterrement du mouvement dans la santé et la paralysie des autres secteurs. En effet, à partir de ce moment, seule l'entrée en lutte des ouvriers des autres secteurs pouvait sortir les travailleurs de la santé de l'impasse dans laquelle la bourgeoisie les avait acculés.

Face à cette menace d'élargissement et d'unification des luttes, c'est à un remarquable partage des tâches auquel se sont livrées toutes les forces de la bourgeoisie pour casser la mobilisation dans les hôpitaux et empêcher la mobilisation des autres secteurs. D'une part, dès le 14 au soir, à l'issue des négociations où Rocard lui-même a participé, le gouvernement débloque 400 millions de francs supplémentaires pour les seules infirmières afin de les démobiliser. D'autre part, la Coordination Infirmière va appeler, dès le lendemain, à "poursuivre la lutte" au niveau local, chacun dans "son" hôpital et "sa" région, avant d'appeler le 23 à la reprise du travail après le fiasco des "journées d'action" syndicales des 18 et 20 octobre. Quant aux syndicats - CGT en tête -, ils appelleront de leur côté à "l'extension" de la lutte, c'est-à-dire à l'extension de la défaite.

LES LECONS DE LA LUTTE DES HOSPITALIERS

Cette lutte a été significative de la colère et de la combativité qui existent dans la classe ouvrière mais elle a aussi révélé, même si le secteur de la

(SUITE PAGE 4)

LES COORDINATIONS, COMME LES SYNDICATS, SONT UNE ARME DE LA BOURGEOISIE NE COMPTONS QUE SUR NOUS-MEMES !

Lors de la grève dans les hôpitaux, la "Coordination Infirmière" a été, durant tout le mouvement, la grande star des médias. Aujourd'hui, dans tous les secteurs en ébullition, les coordinations auto-proclamées poussent comme des champignons. On les voit surgir du jour au lendemain comme c'était déjà le cas après la grève des cheminots en décembre 86, avec l'apparition de la coordination des instituteurs, de la coordination inter-SNECMA, et récemment

celles des différentes catégories de personnels de la santé de même que celles des PTT. La "Coordination Infirmière" n'est donc nullement le produit d'un phénomène circonstanciel. Elle correspond, en réalité, à une politique consciente de la bourgeoisie qui a mis en place ces nouvelles structures d'encadrement de la classe ouvrière pour mieux dévoyer et saboter ses luttes.

aux autres secteurs (notamment ceux de la Fonction Publique). En ce sens, toutes les coordinations se sont parfaitement partagées le travail pour remplir la fonction pour laquelle elles ont été mises en place : celle de bloquer, de verrouiller à tous les niveaux toute possibilité d'extension et d'unification des luttes.

LES COORDINATIONS AUTO-PROCLAMEES SABOTENT LA PRISE EN CHARGE DE LA LUTTE PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Pour pouvoir faire obstacle au risque d'élargissement du mouvement aux autres secteurs, l'autre facette complémentaire de cette politique des coordinations consistait à prendre les devants pour empêcher les ouvriers de prendre eux-mêmes en charge la conduite de leur mouvement. Face au discrédit des syndicats, il fallait là encore combler le vide. C'est pour cela que les coordinations se sont immédiatement coiffées d'une casquette plus "démocratique", appelant à la tenue d'Assemblées Générales, voire même à l'élection de délégués des différents hôpitaux, comme ce fut le cas surtout pour la "Coordination Infirmière".

Cependant, le piège résidait justement dans le fait que cette casquette "démocratique" était mise à l'envers. Ainsi, toutes ces coordinations se sont auto-proclamées en se constituant avant même que ne soit développée une prise en charge effective de la lutte à la base, à travers la tenue d'Assemblées Générales sur les différents lieux de travail. Ce fut le cas non seulement de la "Coordination Infirmière" qui s'est constituée 6 mois avant le début du mouvement dans le secteur de la santé, mais également de toutes les autres coordinations qui ont surgi en se dotant immédiatement d'un "bureau" avant même le développement d'une réelle mobilisation des travailleurs à la base. Toutes ces structures ont été mises en place et dirigées par les différentes forces d'encadrement bourgeoises : la CFDT, les organisations gauchistes telles la "Ligue Communiste Révolutionnaire" ou "Lutte Ouvrière" et même la CGT, comme on l'a vu aux PTT. Leur seul objectif : prendre le contrôle du mouvement afin de mener, derrière un vernis non syndical, la même politique qu'ont toujours menée les appareils syndicaux depuis plus de 70 ans.

La tactique de ces coordinations a consisté dans un premier temps, à s'auto-proclamer à l'avance, puis à convoquer un meeting pour se faire connaître (tel celui appelé par la "Coordination Infirmière" le 29/9 à la Bourse du Travail), enfin à se faire légitimer en appelant à la tenue d'Assemblées Générales en vue de se constituer en coordinations nationales. Ainsi, c'est seulement en bout de course, une fois la machine mise en place, que les AG locales vont se développer sur les différents lieux de travail, leur tenue, leurs ordres du jour étant déjà déterminés par les orientations données par les coordinations. Ces dernières pouvaient alors se prétendre très "démocratiques" dans la mesure où, dès le début, elles ont pu, d'une part, casser toute dynamique d'ouverture aux autres secteurs, d'autre part se présenter comme organes de centralisation du mouvement sans qu'aucun contrôle véritable de la base ne puisse être effectué. Leur caractère "démocratique" était d'autant plus affiché (comme ce fut le cas de la "Coordination Infirmière" fonctionnant sur le même modèle que la "coordination des roulants" de la SNCF) que le terrain sur lequel avait été mandatées les délégations des hôpitaux représentés était miné à l'avance par le poison du corporatisme.

Quant à la "Coordination des Personnels de Santé" (dirigée par "Lutte Ouvrière") qui se prétendait plus "ouverte", elle n'a même pas tenté de se présenter comme l'émanation des délégués des AG des différents hôpitaux. Et pour cause : avec un tel type de fonctionnement, elle risquait de n'apparaître que comme une coordination-croupion ne représentant rien d'autre que son propre "bureau" et les éléments gravitant autour de "Lutte Ouvrière" ! En mettant ainsi en place à l'avance ce type de structures, les forces d'encadrement bourgeoises ne visaient qu'à bloquer un réel processus de prise en charge de la lutte par les travailleurs eux-mêmes. La seule tâche qui revenait alors à ces derniers consistait à enterrer l'existence de ces coordinations, en leur confiant de façon crédule la direction du mouvement.

Le mode de fonctionnement de ces coordinations montre à l'évidence que toute décision n'émanait pas de la base mais du sommet, c'est-à-dire des organisations bourgeoises (de gauche ou gauchistes) qui les ont auto-proclamées. Ce mode de fonctionnement n'est, de ce fait, rien de moins que la fidèle reproduction d'un des moyens par lequel les syndicats ont toujours pu saboter les luttes ouvrières. En se présentant face aux travailleurs en lutte comme des organes spécialisés, investis du rôle de diriger, coordonner, centraliser le mouvement au nom et à la place des ouvriers, ces coordinations ne sont rien d'autre que des structures para-syndicales menant une politique identique à celle des appareils syndicaux traditionnels.

C'est dans ce piège que sont tombés les travailleurs de la santé comme, avant eux, les ouvriers de la SNCF, ceux de la SNECMA et les instituteurs.

(SUITE PAGE 4)

Aujourd'hui, il est clair pour tout le monde que les syndicats sont dans une situation critique. Des décennies de manœuvres répétées de sabotage des luttes ouvrières - notamment depuis 1968 - auxquelles est venue s'ajouter la caution de tous les syndicats à la politique d'austérité du gouvernement PS-PC entre 81 et 84 se traduisent aujourd'hui par un rejet de plus en plus ouvert des structures syndicales par la classe ouvrière. Cette perte d'influence des syndicats, le mouvement des travailleurs de la santé, après celui des cheminots en 86, vient une fois encore d'en donner une illustration flagrante. Dans la mesure où les syndicats constituaient jusqu'à présent l'instrument fondamental d'encadrement de la classe ouvrière, la situation est grave pour la bourgeoisie. Elle ne pouvait pas laisser le terrain inoccupé. Après l'alerte de la grève des ouvriers de la SNCF, il lui fallait immédiatement mettre en place d'autres structures, les "coordinations", capables de venir relayer et prêter main forte aux syndicats. De tels organes ont ainsi pour fonction de dévoyer les besoins présents de la lutte de classe, ses tendances actuelles : le caractère massif des combats ouvriers, la nécessité de leur élargissement et de leur unification, la prise en main par l'ensemble des travailleurs eux-mêmes des moyens et des fins de leur lutte. Et c'est précisément pour faire obstacle à toutes ces nécessités vitales de la lutte de classe que la bourgeoisie a mis en place et suscité de manière préventive le surgissement de toutes ces "coordinations".

UN ORGANE CREE DIRECTEMENT PAR LA BOURGEOISIE

Ainsi, on sait de source officielle que c'est à l'instigation du PS - qui s'appretait à reprendre les rênes de l'Etat - qu'a été créée de toutes pièces la "Coordination Infirmière" dès le mois de mars afin de provoquer un mouvement isolé chez les infirmières (cf. page 1). La nature bourgeoise de cette coordination crève les yeux. Non seulement par la politique d'enfermement corporatiste qu'elle a menée tout au long du mouvement, mais déjà par ses origines-mêmes. C'est le 27 mars que se constitue officiellement, dans les locaux de la Fédération CFDT-Santé, cette coordination à l'initiative de cinq membres de la CFDT. Le 14 juin, la plateforme revendicative de même que la décision d'appeler à la manifestation du 29 septembre sont adoptées. Début juillet, Mitterrand, Rocard, Evin et tous les syndicats sont informés par courrier de ce projet et lui donnent leur aval. Enfin, on fera appel à l'ex-ministre Schwartzberg pour donner à cette coordination un dernier coup de pouce avant son entrée en scène. Par ailleurs, au cours du mouvement lui-même, on verra l'UNEF-ID - principale courroie de transmission du PS en milieu étudiant apporter sa petite contribution en réservant les locaux de la Sorbonne pour la tenue de l'Assemblée Générale de la "Coordination Nationale" du 8/10 et en offrant gracieusement son service d'ordre pour la manifestation du 13/10 à Paris (cf. "Libération" du 6/10).

Ainsi, il est clair que cette structure n'est nullement comme elle le prétend l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, mais qu'elle a été montée de toutes pièces par le PS au gouvernement. La "Coordination Infirmière", n'était, en fait, rien d'autre qu'un pétard mouillé lancé sciemment par le gouvernement pour empêcher toute explosion spontanée de la colère ouvrière.

Cette offensive de la bourgeoisie va, cependant, bien au-delà de la constitution-même de cette coordination. C'est dans les objectifs et la politique qu'ont menée toutes les coordinations sur le terrain que se dévoile leur nature bourgeoise à travers la manière dont elles ont pu s'opposer aux besoins de la lutte en les reprenant à leur propre compte pour les dévoyer.

LES "COORDINATIONS" CONTRE L'UNITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Alors que depuis la défaite des cheminots, la classe ouvrière tend à prendre de plus en plus conscience que seul un mouvement le plus large, le plus uni possible peut faire reculer le gouvernement, c'est contre ce besoin vital d'UNITE que manœuvrent aujourd'hui toutes les coordinations. Et pour pouvoir se livrer à ce travail de sabotage, il leur faut en premier lieu se travestir d'un masque anti-syndical. Face à la tendance croissante des ouvriers à désertier les journées d'action appelées par les syndicats, seule une structure apparemment non syndicale pouvait mobiliser derrière elle plus de 100 000 personnes comme a pu le faire la "Coordination Infirmière" lors de la manifestation du 13/10 à Paris.

Alors qu'aujourd'hui, les attaques massives contre tous les secteurs sans exception ne peuvent que provoquer des mouvements de masse, seules les coordinations peuvent avoir un tel impact. Ainsi coiffées d'une auréole soi-disant "unitaire", soi-disant "contre" les clivages entre chapelles syndicales qui ne participent qu'à diviser les ouvriers, tel est le moyen par lequel les coordinations récupèrent aujourd'hui le besoin d'unité de plus en plus ressenti par la classe ouvrière, dans le seul but de le cantonner, de l'enfermer dans une corporation ou un secteur particulier.

Cette politique d'enfermement et de division de la classe ouvrière s'est ouvertement révélée au sein de la "Coordination Infirmière" qui, au nom de l'unité, de l'extension de la lutte à l'échelle nationale n'a eu qu'une seule préoccupation : mobiliser l'ensemble des infirmières sur une base vicieuse, le CORPORATISME. Cette "extension" de la lutte sur une base professionnelle n'est pas une stratégie nouvelle. C'est exactement la même politique de sabotage qu'avait déjà déployée, en décembre 86, la "Coordination des roulants" de Paris-Nord lors de la grève des cheminots.

Dans le mouvement des travailleurs de la santé, du début à la fin, l'argument utilisé pour justifier une telle manœuvre consistait à faire valoir les revendications spécifiques de la profession en les opposant aux revendications des autres catégories de personnels : "il ne faut pas que nos revendications soient noyées dans la masse", "2000 F pour les infirmières parce qu'elles ont le Bac + 3" (sous-entendu, pas pour les autres !).

Avec une telle politique de division, fondée sur une argumentation d'un élitisme ignoble, totalement étranger aux intérêts de la classe ouvrière, la "Coordination Infirmière" n'était en fait qu'une caricature des manœuvres d'enfermement menées par toutes les coordinations qui sont apparues dans ce secteur comme dans les autres secteurs (notamment la SNCF et les PTT).

Ainsi, même les coordinations "intercatégorielles" qui ont surgi (elles aussi comme par enchantement !) dans le seul but de canaliser la combativité de tous ceux qui refusaient l'impasse du cloisonnement par catégories professionnelles ont mené la même politique de fond : celle de l'enfermement des travailleurs en lutte dans "leur" entreprise ou "leur" secteur. C'est exactement ce qu'on a pu voir récemment dans les manœuvres de la coordination dite "des Personnels de Santé", comme c'était déjà le cas avec la "coordination intercatégorielle" de la SNCF ou la "coordination Inter-SNECMA", coordinations qui, toutes, ont été dirigées et chapeautées par le groupe trotskyste "Lutte Ouvrière" (cf. p.4).

Les fractions d'extrême-gauche de la bourgeoisie ont eu comme tâche, en ratissant plus large, de récupérer le besoin d'élargissement de la lutte ressenti par les ouvriers les plus combatifs, dans le seul but d'éviter tout débordement c'est-à-dire toute tentative d'extension spontanée du mouvement

LE COMBAT NE FAIT QUE COMMENCER

(SUITE DE LA PAGE 1)

relier les unes aux autres que par ville, quartier, région et en aucun cas sur une base corporatiste.

- les ouvriers doivent se sentir plus responsables de leur lutte et donc s'impliquer plus massivement et de façon plus déterminée dans sa prise en charge et sa conduite, dans la confrontation à ceux -syndicats et coordinations- qui veulent leur en soustraire le contrôle.

- les ouvriers doivent rejeter les revendications strictement démagogiques et corporatistes, lancées à des fins électoralistes par les partis de gauche, leurs syndicats, leurs appendices gauchistes. Ils ne doivent mettre en avant que des revendications réellement unificatrices susceptibles de mobiliser

l'ensemble de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, l'essentiel est d'être capable d'engager les prochaines luttes -qui sont inévitables- dans les meilleures conditions possibles. Pour cela il faut s'y préparer en se regroupant pour réfléchir ensemble, discuter, prendre des contacts entre les différents lieux de travail, en formant des comités de lutte quand c'est possible.

PREPARER LES LUTTES A VENIR, C'EST NOTRE RESPONSABILITE A TOUS !

24/10/88

LES MAGOUILLES DE "LUTTE OUVRIERE"

"Lutte Ouvrière" prétend défendre de façon intransigeante les intérêts des travailleurs. Mais, une nouvelle fois, la politique et les méthodes de cette organisation au cours de la grève dans les hôpitaux ont fait la preuve qu'elle n'a d'ouvrier que le nom et la phraseologie.

L.O. MAGOUILLE POUR SABOTER LES VOTES

Le 8 octobre se réunit l'assemblée générale de la "Coordination du personnel de santé" créée le 29/9 et chapeauté sur le champ par un "Bureau" contrôlé par LO. Immédiatement, LO déploie ses magouilles. Dès le début de la réunion, une infirmière, soutenue par plusieurs participants, demande un vote sur la proposition d'envoyer une délégation massive à l'AG de la "Coordination infirmière", qui se tient au même moment juste à côté, afin de lui proposer une fusion des deux assemblées. Mais le Bureau, et notamment son porte parole (membre de LO), refuse systématiquement qu'elle soit mise aux voix malgré l'insistance d'une partie de l'assemblée.

Les arguments spécieux donnés par LO pour combattre la proposition (du style : "ce ne serait pas "poli" de faire une intrusion à l'assemblée de la Coordination infirmière contre sa volonté") cachent mal sa propre volonté de ne pas remettre en cause le partage du territoire qu'elle a négocié, dans le dos des travailleurs, avec la Coordination infirmière. D'ailleurs, malgré toutes ses déclarations "unitaires" et "anti-corporatistes", le journal "Lutte Ouvrière" du 8/10 se trahit en écrivant : "une "Coordination des Personnels de Santé", cherchant à regrouper et à diriger la lutte du personnel non infirmier, s'est créée." On ne peut être plus clair ! Comme les gangsters se partagent les commerçants à racketter ("à toi les restaurants, à moi les fripiers"), LO et les autres organisations de gauche et gauchistes se sont partagé le personnel hospitalier : "A toi les infirmières, à moi les autres".

Ce mépris pour les travailleurs, nous le retrouvons dans la volonté du Bureau de censurer le vote. LO a beau se gargariser dans sa presse de phrases du style "Oui, c'est aux travailleurs de la base de prendre l'initiative. Car la base peut faire mieux que constituer les troupes de la lutte dirigée par d'autres" (Editorial de "LO" du 8/10). Dans la pratique, ses grandes déclarations se révèlent n'être que purs mensonges démagogiques. Lorsque la "base" risque de prendre une position pouvant compromettre ses petits racketts, LO, avec son savoir-faire politiciard, s'arrange pour lui fermer sa queue. Bravo LO ! Tu as bien appris de tes maîtres stalinien.

L.O. RECIDIVE ET AGGRAVE SON CAS

Ce même mépris pour les assemblées qu'il convoque lui-même, le Bureau-LO nous en a donné une nouvelle preuve lors de l'AG de la coordination du 13/10. Ainsi, à cette assemblée, il est remis au Bureau une lettre adressée par l'AG de tous les personnels d'un

grand hôpital de la banlieue parisienne (le CHS de Maison Blanche), protestant contre la magouille du 8/10 et demandant que "cette lettre soit lue aux prochaines assemblées... de la coordination des personnels de santé". Evidemment, le Bureau-LO n'en souffle mot : comme il se sent morveux, il a peur qu'on le mouche.

Ensuite, on va voir le Bureau, par toutes une série de manoeuvres provoquant la plus grande confusion, s'arranger pour empêcher une nouvelle fois que deux amendements contrariant sa politique de sabotage de la lutte ne soient soumis au vote.

Le premier amendement proposait que cette coordination soit basée sur des délégués élus et révocables des AG des hôpitaux. C'était un gros pavé dans la mare de LO qui voulait continuer à pouvoir "bourrer" les AG de la coordination par la claque de ses propres militants et sympathisants.

Quant au second amendement, il proposait que l'AG se prononce en faveur de l'extension immédiate de la lutte aux autres secteurs. Là encore on voit clairement la distance qui sépare les déclarations platoniques de la presse de LO de sa tactique réelle. Ainsi, les éditoriaux de "LO" des 24/9, 1/10 et 22/10, c'est-à-dire avant et après le plus fort de la mobilisation dans les hôpitaux, sont autant d'appels à l'extension et à l'unification des luttes dans tous les secteurs de la classe ouvrière. En revanche, dans "LO" des 8 et 15/10, au moment où cette question est immédiatement cruciale, on ne trouve pas un mot dessus tandis que, sur le terrain, les militants de LO font toutes les magouilles possibles pour empêcher de tels appels.

Le naïf ou l'amnésique pourrait croire que c'est un hasard ou une erreur de LO. Il n'en est rien. En réalité, LO nous a déjà fait le coup à deux reprises : au sein de la coordination intercatégorielle de la SNCF en décembre 86 (cf. RI de février 87) et dans la coordination Inter-SNECMA au printemps 88 (cf. RI 169). Non, LO n'a pas fait "des erreurs" ! Elle a appliqué une politique systématique d'enfermement des luttes comme le font les syndicats et le PCF. Et pour mettre en oeuvre la même politique que les stalinien, LO a fait appel aux mêmes méthodes "musclées". Ces méthodes, nous en avions eu un avant-goût lors de l'AG du 13/10 lorsque, face à la colère que toutes ces magouilles avaient provoqué dans l'assemblée, un membre du Bureau-LO s'était écrié : "C'est fini ce bordel ! Maintenant taisez-vous et écoutez le Bureau !" Ces pratiques de petits voyous devaient être utilisées avec leur pleine "vigueur" lors de l'assemblée du 15/10.

LES MOEURS STALINIENNES DE L.O.

Comme celle du 8/10, cette assemblée était "filtrée" : à l'entrée, il fallait donner son nom et son adresse au service d'ordre de LO (à quelles fins ?). Quelques travailleurs d'autres secteurs de la Fonction Publique ont pu quand même entrer dans la salle en signalant qu'ils n'étaient pas hospitaliers et que, par conséquent, ils ne participeraient pas aux

votes. Avant même le début de la séance, ces travailleurs ont été systématiquement mitraillés sous tous les angles par un photographe (était-ce une tentative d'intimidation ou l'occasion pour LO de compléter son propre fichier policier des éléments "perturbateurs" ? Les deux probablement). Puis, dès le début de la séance, le porte-parole du Bureau demandait à ces travailleurs de quitter la salle sous prétexte que cette assemblée ne devait pas être "troublée par des personnes extérieures à la santé". Et comme ces travailleurs tentaient de défendre la nécessité pour les assemblées ouvrières d'être ouvertes, ils ont été vidés manu-militari par le service d'ordre de LO, en même temps d'ailleurs que les travailleurs de la santé qui protestaient contre ces méthodes répugnantes.

Ainsi, LO reprend aujourd'hui à son compte la politique crapuleuse des "ouvriers" sociaux-démocrates allemands, Ebert et Noske, qui, en novembre 1918, firent interdire la porte du Congrès des conseils ouvriers aux révolutionnaires Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg sous prétexte qu'ils n'étaient pas ouvriers. LO ne puise pas son inspiration uniquement auprès des stalinien mais aussi auprès de ceux qui les ont précédés dans la trahison du prolétariat : ces mêmes sociaux-démocrates qui, deux mois après, allaient faire assassiner Liebknecht et Luxembourg en même temps qu'un millier d'ouvriers de Berlin.

"Camarades" de LO, à quand les coups de flingue contre les "perturbateurs" ?

Mais LO ne devait pas en rester là : à la brutalité il fallait encore ajouter l'hypocrisie. Après l'interruption de séance, le porte-parole du Bureau faisait, la main sur le coeur, une déclaration pour s'excuser de "ce malencontreux incident" (dixit LO) résultant, à ses dires, d'un "malentendu". Pourquoi de telles "excuses" ? Tout simplement parce que durant la pause, les "expulsés" étaient revenus distribuer le texte d'une motion qu'ils voulaient proposer à l'assemblée et qui appelait "tous les travailleurs du public et du privé à entrer immédiatement et massivement dans la lutte". Il était alors difficile pour le Bureau-LO, pris au dépourvu, de continuer à dénoncer ces éléments comme de simples "fouteurs de merde" (d'autant plus que certains des hospitaliers expulsés avec eux avaient distribué de leur côté la lettre de protestation du personnel de Maison Blanche que le Bureau avait mise sous la table lors de l'AG du 8/10). Pour montrer sa "bonne foi", le Bureau-LO, contrairement de son habitude, a alors annoncé qu'il allait soumettre aux voix cette motion. Mais pour éviter toute "mauvaise surprise", il a encore magouillé en ne la faisant voter qu'au dernier moment alors que beaucoup de participants étaient déjà partis ou s'apprêtaient à partir. Magouille encore renforcée par sa proposition d'une motion concurrente "allant dans le même sens", à ses dires, mais qui en réalité, derrière ses phrases verbeuses, n'était qu'un "salut" platonique à l'entrée en lutte des autres secteurs de la fonction publique.

La grève des hôpitaux n'a pas seulement permis à "Lutte Ouvrière" d'apporter sa petite contribution au succès de la manoeuvre bourgeoise visant à prévenir une explosion généralisée du mécontentement ouvrier. Elle a été aussi une occasion pour cette organisation d'utiliser le type de méthodes qui accompagnent nécessairement une telle politique bourgeoise : les magouilles politiciardes, la manipulation, les votes truqués, les mensonges, l'intimidation, le flicage et, pour couronner le tout, la violence physique contre les empêchements de magouiller en rond. Et ce n'est qu'un début. Il ne faut pas se faire d'illusions : comme ses aînés PS et PC, LO n'hésitera pas demain à massacrer les ouvriers quand ce sera "nécessaire".

FM

Les coordinations sont une arme de la bourgeoisie

(SUITE DE LA PAGE 3)

C'est en jouant sur le manque de confiance de la classe ouvrière en ses propres forces, sur son immaturité (surtout dans ce secteur inexpérimenté), que la bourgeoisie a pu ainsi créer ce contre-feu et mener le mouvement dans les hôpitaux à la défaite.

CONTRE TOUTES CES MANOEUVRES DE SABOTAGES, ORGANISONS NOTRE LUTTE NOUS-MEMES, ELARGISSONS-LA

En constituant des coordinations à l'échelle nationale dès le 8/10 alors que la mobilisation dans les hôpitaux venait tout juste de démarrer, la bourgeoisie a su une fois encore prendre les devants face au besoin de la classe ouvrière de centraliser sa lutte lorsque celle-ci atteint un certain niveau. Or, ce n'est pas encore le cas aujourd'hui. La constitution de coordinations nationales n'était qu'une centralisation artificielle et prématurée. Elle ne correspondait en rien à une quelconque maturité du mouvement. Il s'agissait, là encore, d'une manoeuvre visant à étouffer dans l'oeuf le développement de cette maturation.

En effet, avant que la classe ouvrière ne puisse se doter d'organes de centralisation de sa lutte à l'échelle nationale, il faut déjà que cette centralisation puisse s'effectuer au niveau local, au sein d'une même ville ou d'une même région en impliquant d'emblée plusieurs secteurs de la classe ouvrière. C'est sur la base d'une extension géographique de la lutte que peut se réaliser cette centralisation sous le contrôle permanent des Assemblées Générales qui sont le seul lieu où s'exprime, à la base, l'unité des ouvriers en lutte, où tous se retrouvent quotidiennement, discutent et décident collectivement de la conduite du mouvement. En ce sens, le premier organe de centralisation de la lutte ne peut être que l'émanation directe des AG locales : ce sont d'abord et avant tout les comités de grève, composés de délégués élus, révocables, responsables devant les AG et chargés d'organiser les tâches immédiates, de proposer les ordres du jour des prochaines AG, de veiller à l'application des décisions prises...

Une telle prise en charge réelle de la lutte par l'ensemble des ouvriers doit être indissociablement liée à la question de son élargissement immédiat aux autres secteurs, et en premier lieu aux entreprises les plus proches. Toute prise en charge collective et toute centralisation d'un mouvement qui restent cantonnées à un seul secteur ne peut mener qu'à

l'isolement, au pourrissement et la défaite. C'est pour cela que, dès le début, dans les Assemblées Générales, toutes les décisions, toutes les actions à mener doivent être liées d'emblée à cette recherche vitale de l'unité la plus large possible (en particulier à travers la mise en avant de revendications unitaires, communes à tous, de même qu'à travers l'envoi de délégations massives vers les entreprises les plus proches).

Et ce n'est que lorsque la lutte commence à s'élargir, à s'unifier à l'échelle d'une même zone géographique que la centralisation du mouvement pourra atteindre une étape supérieure avec l'élection d'un comité central de grève émanant des AG de toutes les entreprises, de tous les secteurs impliqués dans la lutte au sein d'une même ville ou d'une même région, comme ce fut le cas en Pologne, en août 1980, où dans la région de la Baltique, par exemple, les AG de chaque usine envoyaient chaque jour deux délégués au "comité de grève inter-entreprises" (MKS) de Gdansk.

Ainsi, c'est uniquement de cette façon, en prenant conscience de leur appartenance à une seule et même classe, que les ouvriers doivent prendre eux-mêmes en mains la direction de leur combat. Ce combat pour leur unité de classe est la seule voie qui puisse leur permettre d'en finir un jour avec la misère et l'exploitation capitaliste. C'est uniquement en s'engageant dès aujourd'hui sur cette voie qu'ils pourront créer un rapport de force capable de faire reculer la bourgeoisie. Contrairement à la situation exceptionnelle dans laquelle se sont trouvés leur frères de classe en Pologne, en août 80 - avant la création du syndicat Solidarnosc -, dans les combats qu'ils seront nécessairement contraints de développer face aux attaques toujours plus brutales du capitalisme, les ouvriers ne pourront pas faire l'économie de l'affrontement avec le syndicalisme sous toutes ses formes. Ils doivent dès à présent se détourner non seulement des syndicats mais aussi de toutes les coordinations parachutées par la bourgeoisie pour saboter leurs luttes. Ils ne doivent jamais perdre de vue que leur seule force se trouve dans leurs rangs, à la base et que toute centralisation précipitée de leurs combats est un piège qui ne peut que les mener vers des impasses.

Le chemin vers l'unité de la classe ouvrière sera encore long et difficile mais il n'y en a pas d'autre.

Avril (24/10/88)

Grève des hôpitaux

(SUITE DE LA PAGE 2)

santé est un secteur inexpérimenté et marginal de la classe, les grandes faiblesses qui existent dans ses rangs.

La bourgeoisie a tiré les leçons de la grève à la SNCF et redoute les potentialités actuelles de la lutte de classe. C'est pour cela qu'elle s'est appuyée sur les faiblesses de la classe ouvrière pour lui mettre des bâtons dans les roues en montant de toutes pièces ces coordinations (cf. p. 3).

De ce mouvement dans le secteur de la santé, la bourgeoisie voudrait que les ouvriers retiennent deux leçons :

- que les coordinations seraient une nouvelle forme d'organisation réellement ouvrière ;
- qu'en luttant sur une base corporatiste et de façon isolée, comme l'ont fait les infirmières, les ouvriers peuvent gagner.

Rien n'est plus faux et plus mensonger. Le pot-de-vin offert aux infirmières ne servait qu'à accréditer cette idée.

Non ! Les vraies leçons que les ouvriers doivent tirer de ce mouvement c'est que leur seule force, réside dans leur unité, dans leur capacité à étendre et à unifier leurs luttes par-delà toutes les divisions par corporation et par secteur. Et pour cela, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Ouvriers, le piège dans lequel sont tombés les travailleurs de la santé, doit nous servir de leçon à tous. Pour être forts, pour gagner, il ne faut pas laisser l'initiative à la bourgeoisie. Il ne faut pas nous laisser désarmer et manipuler par les syndicats et les coordinations.

PPR/Av.

IL Y A 70 ANS , LE PROLETARIAT EN ALLEMAGNE METTAIT FIN A LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

■ Le 4 novembre 1918, les marins de la côte baltique allemande se mutinaient à Kiehl contre l'ordre militaire d'embarquer pour une nouvelle bataille navale.

Le point d'ébullition du mécontentement contre la guerre était atteint. Après quatre années d'un massacre meurtrier, les travailleurs étaient complètement saturés de la guerre et ne voulaient plus payer le prix de ce massacre. L'Etat-major, de son côté, voulait imposer la continuation de la guerre par la répression brutale : il infligea des punitions draconiennes contre les marins rebelles.

Immédiatement une large vague de solidarité embrasa Kiehl. Les ouvriers débrayèrent, les soldats désobéirent aux ordres. Comme cela s'était déjà produit à Berlin au début de l'année, ils formèrent des conseils d'ouvriers et de soldats. Cette vague se propagea immédiatement à toutes les principales villes d'Allemagne : le 5 et 6 novembre, Brême et Lübeck entrèrent en action ; Dresde, Leipzig, Magdebourg, Francfort, Cologne, Hanovre, Stuttgart, Nuremberg, Munich furent entre les mains des conseils d'ouvriers et de soldats les 7 et 8 novembre. En une semaine, il n'y eut plus une seule ville allemande sans conseils d'ouvriers et de soldats.

Le 9 novembre, des dizaines de milliers d'ouvriers et de soldats prirent la rue à Berlin, qui constitua naturellement le centre du soulèvement pendant cette période initiale, là où le gouvernement avait auparavant déplacé les bataillons qu'il considérait comme les plus "loyaux". Le matin du 9 novembre, "les usines se vidèrent elles-mêmes à une vitesse incroyable. Les rues furent envahies de puissantes masses de gens. A la périphérie, où sont situées les plus grandes usines, des colonnes se formèrent, qui se répandirent au centre ville (...) Quand des soldats se trouvaient là, sans même avoir été appelés à le faire, ils rejoignaient volontairement les cortèges d'ouvriers. Hommes, femmes, peuple en armes envahirent les rues vers les casernes les plus proches." (R. Müller, "La révolution de novembre", Vol. 2, p. 11). Les troupes restées jusque là loyales au gouvernement, changèrent de camp, se rallièrent aux rebelles et remirent leurs armes aux ouvriers. Le quartier général de la police, les grands journaux, les bureaux de poste et télécommunication, le Reichstag (parlement) et d'autres bâtiments gouvernementaux furent occupés ce jour-là par des ouvriers armés et des soldats. Les prisonniers furent libérés de leurs cellules. Beaucoup de fonctionnaires s'enfuirent. Le conseil suprême des conseils d'ouvriers et de soldats formé à Berlin se proclama conseil exécutif (Vollzugsrat).

Le 11 novembre 1918, l'armistice réclamé aux Alliés par l'Etat-major allemand dès le 7, était signé. La première boucherie impérialiste mondiale qui avait coûté 20 millions de morts et d'innombrables blessés, était terminée.

UNE VAGUE REVOLUTIONNAIRE MONDIALE

Avec ce mouvement insurrectionnel, les ouvriers en Allemagne avaient mis en mouvement la plus grande lutte de masse de leur histoire. Toutes les trêves sociales, que les syndicats avaient signées durant la guerre, et la politique de paix entre les classes (Burgfrieden), volèrent en éclats sous les coups de la lutte de classe. Avec ce soulèvement, les ouvriers se remettaient à la défaite d'août 1914, et relevaient la tête. Le mythe d'une classe ouvrière en Allemagne paralysée par le réformisme, était en train de s'effondrer. Les ouvriers en Allemagne employèrent les nouvelles armes de lutte qu'avaient déjà utilisées avec succès les ouvriers en Russie en 1905 et 1917 : grève de masse, assemblées générales, formation de conseils ouvriers, manifestations de masse, en d'autres termes l'auto-initiative des ouvriers eux-mêmes.

Dans le sillage du prolétariat en Russie, qui avait renversé avec succès la classe capitaliste un an auparavant, avec le soulèvement ouvrier et un début de formation de conseils en Hongrie et en Autriche en 1918 également, les ouvriers en Allemagne se portaient à la tête de la première grande vague révolutionnaire internationale de luttes nées de la guerre.

1914-1918 :

LA SOCIAL-DEMOCRATIE ET LES SYNDICATS, FER DE LANCE CONTRE LE PROLETARIAT

Mais alors qu'au niveau local, partout surgissaient des centres d'activité prolétarienne, la classe dominante ne restait pas inactive. Les exploités, et les militaires dans leurs rangs, avaient besoin d'une force avec laquelle ils pourraient s'opposer à l'extension de ce soulèvement révolutionnaire. Tirant les leçons de l'expérience russe, la bourgeoisie allemande avec le commandement militaire suprême prit les choses en mains, ce que le général Groener, chef militaire suprême, rapportera plus tard en ces termes : "A mon avis, il n'existait aucun parti en Allemagne à ce moment-là possédant suffisamment d'influence sur la population, particulièrement au sein des masses, qui aurait pu suffire pour restaurer l'autorité du gouvernement avec le commandement militaire suprême. Les partis de droite avaient complètement disparu, et naturellement il était hors de question de se joindre aux radicaux extrémistes. La seule alternative était pour le commandement militaire suprême de faire une alliance avec la social-démocratie majoritaire (...) Nous nous sommes alliés pour combattre la révolution, pour combattre le bolchevisme (...) Le but de notre alliance, sur laquelle nous nous étions mis d'accord le soir du 10 novembre, était la résistance totale à la révolu-

tion, le rétablissement d'un gouvernement de l'ordre, l'installation de cette force gouvernementale par le pouvoir de la force militaire, et la convocation la plus rapide possible d'une Assemblée constituante." (W. Groener, sur l'accord entre le commandement militaire suprême et F. Ebert le 10 novembre 1918). Le SPD était à nouveau l'axe central de la politique du capital, comme il l'avait été en août 1914, et parce qu'il avait montré tout au long de la guerre combien il était devenu un pilier fondamental de la structure capitaliste.

Le 4 août 1914, la fraction parlementaire de la social-démocratie, à travers sa direction de droite, avait trahi les intérêts du prolétariat en votant les crédits de la guerre impérialiste. Elle avait mobilisé pour la guerre, malgré l'intense résistance d'une minorité révolutionnaire, dont les représentants les plus connus étaient Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Otto Rühle, qui s'organisa plus tard dans le Spartakusbund essentiellement à Berlin, et comme Linksradikalen (Radicaux de gauche) en particulier dans le nord et le centre de l'Allemagne.



Novembre 1918 : marins de Kiehl rejoignant une manifestation d'ouvriers d'une usine d'armements de Berlin

Mais l'opposition contre cette politique guerrière avait grandi, à la base, avec des grèves qui secouèrent de plus en plus l'Allemagne en 1916-17, et sous la pression des événements de Russie en 1917. L'emprisonnement de Rosa Luxemburg peu après le début de la guerre pour la réduire au silence, et même le confinement en forteresse de Karl Liebknecht ne purent faire taire ces voix les plus connues de la classe ouvrière, mais au contraire stimulèrent les forces de résistance des ouvriers contre la guerre. Ainsi, en juin 1916, à Berlin 55 000 ouvriers avaient débrayé et manifesté contre la guerre impérialiste et la condamnation de Liebknecht. Comme en Russie, ce ne fut pas le pacifisme qui mit fin à la guerre en Allemagne, mais seulement la lutte de classe du prolétariat. Au sein du SPD, l'opposition avait refusé de payer les cotisations à la direction, de plus en plus de journaux et un nombre croissant de sections locales prenaient position contre la guerre. Dès que la direction SPD loyale au capital avait commencé à être menacée de perdre la majorité, en avril 1917, elle avait expulsé l'opposition. Les exclus avaient fondé un nouveau parti : l'USPD (Parti socialiste indépendant d'Allemagne). (1)

Les syndicats aussi avaient été les plus proches alliés du capital durant la guerre. Au début de la guerre, ils avaient immédiatement déclaré toutes les grèves interdites. Quand, malgré cela, grèves et manifestations avaient commencé à augmenter à partir de l'été 1916, les ouvriers les plus combattifs, appelés hommes de confiance, étaient dénoncés aux autorités par les syndicats, et envoyés comme chair à canon dans les massacres sur le front. Les syndicats prouvaient là pour la première fois qu'ils étaient devenus des organes de l'Etat, une véritable force de police au sein des usines.

LES APPELS A L'UNITE POUR CACHER LES CONTRADICTIONS DE CLASSE

Alors qu'en Russie, le gouvernement bourgeois provisoire, après la chute du tzar en février 1917, avait continué la guerre impérialiste et provoqué ainsi une résistance plus âpre des ouvriers, des soldats et des paysans, la classe capitaliste en Allemagne réagit rapidement et avec prévoyance. Le 9 novembre, le kaiser (empereur) fut déposé et envoyé en exil. Deux jours après, l'accord de cessez-le-feu était signé, enlevant l'épine la plus douloureuse dans la chair de la classe ouvrière. La raison initiale de la révolte des soldats était écartée. De plus, en même temps que la destitution du kaiser et l'accord de cessez-le-feu, la remise du gouvernement aux mains du SPD fut le pas décisif pour contenir les luttes. Le 9 novembre 1918, trois chefs du SPD (Ebert, Scheidemann, Landsberg) avec trois dirigeants de l'USPD formèrent le conseil des commissaires du peuple, un gouvernement bourgeois, serviteur du capital, malgré la résistance des Spartakistes et d'autres membres de l'USPD.

Il était clair pour beaucoup, que le SPD agissait comme fer de lance contre la révolution. "Le socialisme gouvernemental se pose, avec son entrée actuelle dans le gouvernement, comme sauveur du capi-

talisme s'opposant à la révolution prolétarienne montante. La révolution prolétarienne marchera en avant sur son cadavre." (Rosa Luxemburg). "Scheidemann et Cie, les socialistes gouvernementaux vous ont poussé dans les horreurs de la guerre pendant de longues années, vous ont dit que vous deviez défendre la patrie, alors qu'en réalité seuls les intérêts des brigands de l'impérialisme étaient en jeu. Maintenant, alors que l'impérialisme allemand s'effondre, ils essaient de sauver pour la bourgeoisie ce qui peut être sauvé et tentent d'étouffer les énergies révolutionnaires des masses. (...) Il ne peut y avoir aucune coopération avec ceux qui vous ont trahi pendant de longues années. A bas le capitalisme et ses agents !" (Rote Fahne, organe central des Spartakistes, 10 novembre 1918).

Mais alors que tout au long de la guerre de plus en plus d'ouvriers avaient commencé à comprendre le rôle véritable de la social-démocratie majoritaire, le SPD s'efforça de cacher les antagonismes réels. Il défendait désormais les mots d'ordre suivants : "La lutte fratricide doit être évitée (...) Les événements d'hier ont enthousiasmé les ouvriers avec des sentiments chaleureux pour la nécessité de l'unité interne ! De presque toutes les villes nous avons entendu que le vieux Parti et les Indépendants se sont rassemblés le jour de la révolution et se sont unis dans le vieux parti unifié (...) Et même si une partie accuse encore l'autre en ce qui concerne le passé, un jour tel que celui d'hier est puissant et assez irrésistible pour nous faire oublier tout cela. Il n'est pas permis que la tâche de réconciliation puisse échouer à cause de l'aigreur de quelques-uns (...) La main de la fraternité est tendue (...) serrons-nous les mains !" (Vorwärts, journal du SPD, 10 novembre 1918). Et ce jour-là, jour de la paix, le Vorwärts était le journal que chaque ouvrier voulait avoir. Si, jusque là, tout ce qui venait des rangs du SPD avait été accueilli avec suspicion, le SPD réussissait désormais, avec sa démagogie, à cacher les frontières de classe qui le séparaient de la classe ouvrière. Et beaucoup d'ouvriers tombèrent dans le piège.

Liebknecht, au nom des Spartakistes, écrivait dans le "Rote Fahne" du 19 novembre 1918 : "Ceux qui appellent le plus fort pour l'unité (...) trouvent maintenant un écho surtout parmi les soldats. Ce n'est pas étonnant. Les soldats sont loin d'être tous prolétaires. Et la loi martiale, la censure, le bombardement de la propagande officielle n'ont pas manqué d'avoir un effet. La masse des soldats est révolutionnaire contre le militarisme, contre la guerre, et contre les représentants ouverts de l'impérialisme. Par rapport au socialisme, elle est encore incertaine, hésitante, immature. Une grande partie des soldats prolétaires, comme les ouvriers, considèrent que la révolution a été accomplie, que nous devons seulement maintenant établir la paix et démobiliser. Ils veulent qu'on les laisse en paix après autant de souffrances. Mais ce n'est pas n'importe quelle unité qui nous rend forts. L'unité entre un loup et un agneau condamne l'agneau à être dévoré par le loup. L'unité entre le prolétariat et les classes dominantes sacrifie le prolétariat. L'unité avec les traîtres signifie la défaite. (...) La dénonciation de tous les faux amis de la classe ouvrière, est dans ce cas notre premier commandement (...)"

Mais avec la tactique de fanfaronner sur l'unité, le conseil des commissaires du peuple parvint à s'imposer à l'assemblée générale des conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin. Comme il était partagé également entre SPD et USPD, il réclama le même partage de la direction du conseil d'ouvriers et de soldats de Berlin. Et il y réussit en obtenant de ce conseil exécutif (Vollzugsrat) un mandat comme gouvernement provisoire, avec lequel il pouvait, "démocratiquement légitime", continuer ses activités contre-révolutionnaires. La classe ouvrière marquait le pas face aux manœuvres frauduleuses du SPD.

ooo

Avec le soulèvement de novembre 1918, la classe ouvrière en Allemagne avait obligé la bourgeoisie mondiale à terminer la guerre. La résistance ferme d'une minorité révolutionnaire, surtout des Spartakistes avec Karl Liebknecht à leur tête, avait fini par porter ses fruits. Mais alors que la classe ouvrière en Russie avait réussi à renverser le gouvernement et à prendre le pouvoir, le prolétariat en Allemagne n'avait pu que commencer la révolution.

"(...) Ce que nous avons vécu le 9 novembre 1918 était aux trois-quarts plus un effondrement de l'impérialisme existant que la victoire d'un nouveau principe. (...) Ce qui s'ensuivit fut un mouvement plus ou moins chaotique, sans plan, très peu conscient, dans lequel l'unique lien et principe resté sauf était résumé dans le seul slogan: formation de conseils d'ouvriers et de soldats." (Rosa Luxemburg, Congrès de fondation du KPD, 1918-19).

Nous reviendrons sur l'évolution ultérieure des luttes dans les mois qui suivirent novembre 1918 dans un prochain numéro.

Dino

(1) L'USPD était centriste, déchirée entre une tendance de droite cherchant à s'intégrer dans le vieux parti passé à la bourgeoisie, et une autre tendance plus proche des positions révolutionnaires. Les Spartakistes rejoignirent l'USPD pour toucher les ouvriers en son sein et les pousser en avant. En décembre 1918, ils scissionneront pour former le KPD (Parti communiste d'Allemagne) avec les Linksradikalen.

ALGERIE

Avec le soutien de la France et des USA

CHADLI MASSACRE NOS FRERES DE CLASSE

■ L'ordre règne en Algérie. Au prix de plus de 1 000 morts. La répression de l'Etat bourgeois a été inouïe. Et c'est avec la bénédiction et le soutien actif et immédiat de Mitterrand et Reagan que les flics et les militaires de l'Etat bourgeois algérien ont mitraillé par centaines enfants, femmes et jeunes hommes ! Ils ont tiré dans le tas, sans vergogne. Les charognards en uniforme se sont livrés à de macabres poursuites contre les foules de manifestants mains nues, cernés par les chars. Les semaines ont passé, mais les forces de l'ordre continuent à torturer et à emprisonner.

LA-BAS COMME PARTOUT,
UNE MEME LUTTE CONTRE LA MISERE

Les médias algériens et occidentaux ont, bien entendu, soigneusement caché l'étendue des grèves (généralisées dans l'Algérie le 5 octobre), et le caractère de classe initial du mouvement. Ils ont monté en épingle les émeutes. Depuis le début du mois d'octobre, l'Algérie connaissait une vague de luttes ouvrières sans précédent dans son histoire.

Dans tout le pays s'étaient succédées, dans les grandes villes et les centres industriels, grèves ouvrières et émeutes de la faim d'une jeunesse majoritairement composée de sans-travail. Le gouvernement "socialiste" du parti unique, né de la décolonisation orchestrée par les grandes puissances impérialistes (décolonisation dite "libération nationale"), saluée à l'époque par les trotskystes comme une "révolution", a répondu par la mitraille aux ouvriers et aux jeunes chômeurs qui se sont levés contre la détérioration insoutenable de leurs conditions de vie. Annoncés par des émeutes en 1980, 85 et 86, ces troubles sociaux ont montré, cette fois-ci, une claire détermination prolétarienne. Dès la fin du mois de septembre, des grèves avaient éclaté dans toute la zone industrielle de Rouiba-Reghaia, près d'Alger. Avec les ouvriers des semouleries, ce sont surtout les 13 000 travailleurs de la Société Nationale des Véhicules Industriels (ex-Berliet) qui ont pris l'initiative, donnant le signal de l'extension de la grève à toute la région d'Alger (Air-Algérie et surtout les postes). Malgré la répression des ouvriers de Rouiba-reprimés par la police à coups de canons à eau, le mouvement s'étendait aussi dans les grandes villes de l'est et de l'ouest. La grève avait même des échos en Kabylie, en dépit des tentatives du gouvernement Chadli d'opposer "arabes" et "kabyles". Les appels des policiers et militaires, par haut-parleur "à ne pas soutenir les Arabes... qui ne vous ont pas soutenus en 85", n'ont rencontré que le mépris et la haine.

Une marche des grévistes sur Alger avait été stoppée par les chars de l'armée "socialiste". Les usines étaient militarisées. Toutes les conditions étaient réunies pour favoriser l'émeute impuissante et la répression sanglante. Après tant d'humiliations et face à cette misère sans fin, les manifestants avancent spontanément dans la rue. Ils n'ont aucun problème à entraîner ces milliers de chômeurs qui stationnent dans les rues des grandes villes toute la journée, au point qu'on les nomme "gardiens de murs". Les foules en colère s'en prennent aux symboles de leur oppression : sièges du FLN, du Polisario, voitures de luxe, commissariats.

URSS

L'ETAT BOURGEOIS SE RENFORCE POUR MIEUX ATTAQUER LA CLASSE OUVRIERE

■ Mikhaïl Gorbatchev cumule depuis le 1er octobre les fonctions de secrétaire général du parti communiste d'URSS (PCUS) et de chef de l'Etat de l'Union Soviétique. Cette promotion extraordinaire a été accompagnée de ce que l'on peut bien nommer une grande lessive, et parmi les membres du gouvernement, et au sein des équipes dirigeantes du PCUS. Le père de la perestroïka et chantre de la glasnost se trouve désormais entouré d'hommes à sa complète dévotion. C'est un pouvoir sans partage qu'il a en main, y compris le contrôle sur l'armée.

Tout cela fut accompli au pas de charge, en une seule réunion du comité central du Parti.

A quoi correspond ce forçage du maître du Kremlin ? Cela traduit-il une volonté d'approfondir et d'accélérer les réformes dans le régime soviétique comme le commentent les médias occidentaux ? Volonté réformatrice, certes... mais quel est son sens, dans quel but ?

L'attitude du gouvernement de l'URSS capitaliste est déterminée, aussi bien qu'ailleurs, par les impératifs d'adaptation à l'aggravation de la crise mondiale du capitalisme et donc par les nécessités de porter beaucoup plus vite et beaucoup plus fort de nouvelles attaques anti-ouvrières.

La bataille des modernes (Gorbatchev et ses disciples) pour éliminer les dinosaures de l'appareil d'Etat et les notables locaux d'obédience brejnevienne dépasse le cadre de la simple lutte pour le pouvoir. Derrière la lutte contre la corruption dans la nomenklatura comme dans les usines, l'épuration des cadres au sein du KGB ou la campagne contre le laxisme dans les rangs de l'armée (suite à l'expédition afghane) -avec la chasse aux déserteurs, à la détérioration du matériel de combat et à la violation du règlement des armées-, c'est une vaste entreprise de l'Etat pour tenter de renforcer son contrôle social.

Démocratisation ? Foutaises ! C'est vers une so-

LES SBIRE DE CHADLI
TRANSFORMENT L'EMEUTE
EN GUET-APENS SANGUINAIRE

Aucun mot d'ordre de l'opposition bourgeoise à l'étranger (les Ben Bella et Aït Ahmed qui rêvent de reprendre la place) n'est à l'origine de ces événements. En aucun cas les ouvriers et les jeunes chômeurs n'ont suivi les intégristes musulmans qui font partie de l'arme idéologique de Chadli et qui travaillent main dans la main avec l'armée. Mais, bien que partie spontanément, l'émeute, séparée de l'action prolétarienne, est un feu de paille sans perspective qui autorise toutes les manipulations de l'Etat. Tout d'abord la police a pour consigne de "laisser faire". Ensuite des provocateurs, policiers en civil, tirent dans la foule ou en direction des militaires. Des scènes de pillage sont systématiquement organisées mais par qui ? Des jeunes chômeurs révoltés ont témoigné de leur méfiance : "Nous avons cassé les magasins d'Etat... on pouvait voler tout ce qui nous manque, on ne l'a pas fait... on est des manifestants, pas des voleurs" ("Libération" du 13/10).

Au delà de toutes ces manipulations, ces émeutes ont tout d'abord servi de paravent à la bourgeoisie pour faire passer au second plan et étouffer les grèves ouvrières. D'autre part, elles ont été odieusement exploitées et attisées en vue de règlements de compte entre fractions bourgeoises rivales, règlements de compte dont Chadli est sorti renforcé. Et c'est d'ailleurs derrière lui que la bourgeoisie algérienne s'est finalement regroupée pour rétablir l'ordre social, avec le soutien actif des grands pays occidentaux.

L'eau, qui manque en général cruellement, est rétablie et les magasins "miraculeusement" réapprovisionnés avec l'aide de l'ancien ennemi marocain, quand la France fait savoir qu'elle est prête à assurer son concours économique. Comme il se doit, face à la menace prolétarienne, Chadli annonce quelques vagues promesses "démocratiques" (référendum sur la Constitution, sous-entend plus d'indépendance pour les amicales d'étudiants et de journalistes et... toujours plus de pouvoir au FLN).

LA SAINTE-ALLIANCE
DE LA BOURGEOISIE OCCIDENTALE

Les Etats français et américain ont ouvertement et immédiatement soutenu le massacreur Chadli. Le Premier ministre "socialiste" Rocard a exprimé "sa sympathie et la solidarité du gouvernement français". Les balles qui ont tué en Algérie nous sont aussi destinées. Ces balles qui ont fauché nos frères de classe étaient françaises ou américaines (sans parler des kalachnikovs, "socialistes") ! Tous les Etats occidentaux, comme tous les Etats arabes ont téléphoné à Chadli pour lui exprimer leur "préoccupation" et leur soutien concernant... l'ordre social en Algérie. Le PS et ses valets, SOS Racisme et le MRAP se sont écriés pour ensuite verser des larmes de crocodile. Lajoïnie, pour le PCF, a refusé de "s'ingérer dans les affaires algériennes" parce que l'Algérie est "encore tributaire de décennies de domination coloniale" (en d'autres termes, les ouvriers algériens peuvent bien se faire massacrer, ce n'est pas son affaire). Silence des syndicats français qui ne défendent pas plus les ouvriers algériens que les ouvriers français ; sur place le syndicat officiel UGTA, pour sauver sa crédibilité, a pris ses distances en

parole avec le gouvernement.

A Paris, une coordination (puisque c'est la mode) se proclame, et se nomme "Halte au massacre", soi-disant indépendante de tout parti. Elle est en fait contrôlée par le PC algérien (qui défend la "nation" algérienne). Elle est patronnée par Radio Beur (officialisée par le PS) qui soutient aussi l'idée de patrie algérienne. C'est justement la raison des massacres : C'EST AU NOM DE LA "NATION ALGERIENNE" QUE LES OUVRIERS ET LES CHOMEURS ONT ETE REDUITS A LA MISERE ET UNE PARTIE D'ENTRE EUX ABATIS COMME DES LAPINS.

Pour mieux torpiller tout soutien de classe par la discussion dans les usines, par de réelles manifestations de classe, un défilé est autorisé à Paris par le gouvernement PS. En tête la nouvelle "coordination" crie certes "Chadli assassin !" mais surtout "Démocratie !" et "Vive le peuple !". Suit un camion hérissé de drapeaux algériens et un défilé de nationalistes algériens ou prennent place les amis de l'"Amicale des algériens" qui ont craché sur les émeutiers. Pour fermer le ban, les trotskystes "porteurs de valises du FLN", défilent religieusement en rang d'oignons. Et pour qu'on identifie ces suppôts de l'Etat "socialiste" "exemplaire pour le tiers-monde", bien que rougi du sang des ouvriers, ils arborent des badges "LO" et "LCR". Mais ils restent silencieux, ils ne crient plus comme dans les années 60 "Vive Ben Bella !", comme ils criaient aussi "Vive Ho Chi Minh !".

OUVRIERS ALGERIENS TRAVAILLANT EN FRANCE, OUVRIERS FRANCAIS, comme partout, le massacre est la seule réponse de la bourgeoisie mondiale aux ouvriers isolés et battus ; comme au Chili en 73, comme en Pologne en 70 et 81, comme pour les ouvriers en Europe avant-guerre. C'est le sort qui nous est réservé ici aussi si nous devons cesser d'être une force ouvrière menaçante, si nous arrêtons de développer nos luttes contre l'austérité et la répression sous toutes ses formes.

Ouvriers, vous avez vu la solidarité de la gauche en France et de tous les autres Etats capitalistes à l'égard du régime qui a massacré nos frères de classe en Algérie. Vous avez vu de quoi ils sont capables. Eux, ils ont pignon sur rue, ils disposent de multiples partis, associations "humanitaires", gauchistes tiers-mondistes. La classe ouvrière est seule mais sa force est terrible, si elle ne se laisse pas provoquer dans l'émeute impuissante, si elle persiste à développer son combat social, si elle se conçoit comme une force qui ne se laisse pas diviser par les frontières, car elle subit la même misère partout. Mais la vraie solidarité avec nos frères de classe en Algérie, les vraies chances pour l'affirmation de la lutte prolétarienne dépendent de la lutte de classe ici en Europe. Le prolétariat ici doit savoir que ce sont ces bains de sang qui l'attendent s'il se laisse affaiblir, s'il ne déchire pas complètement les mystifications démocratiques qui tentent de cacher la réalité de l'effondrement du système capitaliste d'Est en Ouest, du Nord au Sud.

Ouvriers, la répression sauvage de nos frères de classe en Algérie doit aujourd'hui venir renforcer encore plus notre détermination à développer nos luttes sur notre propre terrain contre tous ceux qui servent de rempart à l'Etat capitaliste. Seul le développement de nos combats de classe pourra mettre fin à ce système de barbarie, de misère et de meurtre.

Gieller

ciété toujours plus étroitement militarisée et policière que tend ce contrôle du capitalisme d'Etat.

Plus de justice sociale ? Que non ! Depuis les quelque trois ans que la perestroïka s'est mise en mouvement, qu'on voit arriver les ouvriers des Républiques socialistes ? Rien dans les magasins d'Etat dont les files d'attente se sont plutôt allongées car il y a encore moins de vivres et de produits de première nécessité dans les rayons.

Rien non plus du côté des HLM russes où les familles ouvrières doivent plus que jamais s'entasser à plusieurs dans le même appartement.

Pour une amélioration du sort des prolétaires, c'est "NIET !" sur toute la ligne.

Par contre, ce que l'on voit, c'est une opération vérité des prix. Si la valse "illicite" des étiquettes est dénoncée, c'est pour reconnaître désormais de plus en plus officiellement une inflation et préparer de fortes hausses directes des prix à la consommation.

Ce que l'on voit derrière le déboulonnage du mythe Stakhanov, c'est l'instauration d'un salaire au mérite où prévalent des normes qualitatives et non plus quantitatives. Alors que l'émulation socialiste qui a fait trimer des générations de prolétaires ne fait plus recette depuis belle lurette chez les ouvriers d'URSS, c'est à une vulgaire émulation constituant l'ABC du capitalisme qu'ils sont conviés.

Ce que l'on voit derrière le débat sur la légalisation du "droit de grève" -dont un haut responsable rapporte "on n'est pas en train d'inventer la poudre (sic) puisque ce droit existe déjà en Pologne (re-sic), en Yougoslavie et... en Occident, mais de combler un vide juridique de notre législation"-, c'est une "légalisation" de la répression des explosions ouvrières qui se prépare et de lourdes condamnations lors de grèves décréées illégales et portant préjudice à la sûreté de l'Etat.

Ce qu'on voit c'est un appareil d'Etat montrer les vices de l'emploi, dénoncer la surembauche ici -et quasiment la réalité du chômage-, la pénurie de main-d'oeuvre là pour orienter l'effort de la bourgeoisie russe en prenant modèle sur ses consœurs occidentales face à la crise.

Le coup de fouet donné par Gorbatchev à la perestroïka après le quasi-coup d'Etat de début octobre, ne représente rien d'autre qu'un décuplement des attaques économiques et sociales contre le prolétariat d'URSS.

Et c'est ce que le PC en France applaudit quand il fait comme aujourd'hui la claque de la perestroïka.

Toute la racaille stalinienne sait, ici en Occident, fort bien s'adapter comme un seul homme pour porter au pinacle ce qu'elle nomme avec fierté le "vertige de la vérité", le "tourbillon d'idées" en vogue chez le "grand frère", dans la patrie du socialisme.

Quand il s'agit de cogner sur la classe ouvrière ou de la museler, ces champions du capitalisme d'Etat, mais aussi de l'encadrement, de l'embrigadement et de l'écrasement du prolétariat depuis cinquante ans, qui jubilent et vibrent d'enthousiasme aujourd'hui pour la perestroïka, sont toujours là.

Quand une occasion se présente de chercher à mystifier les ouvriers sur ce qui se passe à l'Est, hier comme aujourd'hui, la bourgeoisie peut toujours compter sur eux. Et quand ils viennent nous dire que ces réformes sont très bien, très positives en URSS pour la classe ouvrière précisément, ils ne font que donner en exemple le traitement en matière d'exploitation qu'ils voudraient être capables de nous infliger.

SMD

L'HYPOCRISIE DE CEUX QUI SEMENT LA MORT

■ Après les accords sur les euro-missiles, après le sommet de Moscou sur la réduction des armements nucléaires stratégiques, voilà qu'aujourd'hui à l'ONU, Reagan et Mitterrand rivalisent de déclarations de bonnes intentions sur l'interdiction des armes chimiques. Reagan, qui avait inauguré son premier mandat présidentiel en annonçant la reprise officielle de la production de gaz de combat, se prononce aujourd'hui pour en interdire toute utilisation. Mitterrand, lui, fait encore plus fort : alors que la loi de programmation militaire de 87 autorisait officiellement la France à acquérir et développer ce type d'armements, il prétend aujourd'hui partir en guerre contre leur fabrication et pour la destruction de tous les stocks existants.

Derrière cette nouvelle mascarade, on veut nous faire croire à une soudaine "prise de conscience" de la part des dirigeants occidentaux face à l'horreur déployée depuis 8 ans dans la guerre Iran-Irak et plus particulièrement devant l'atrocité du massacre des populations civiles dans le Kurdistan irakien où les bombardements chimiques ont montré leur capacité à détruire en quelques heures des milliers de vies humaines ! (cf RI n°172). Ainsi aujourd'hui les commanditaires du génocide font soi-disant la fine bouche sur les moyens utilisés et reprochent poliment à leur tueur de n'avoir pas exterminé proprement !

D'ailleurs Mitterrand ce mois-ci encore affirme d'un côté que "La France ne possède pas d'arme chimique" et de l'autre que "la France ne cessera sa production que lorsque les accords seront signés" ! Elle n'en possède pas, mais elle continue d'en pro-

duire et d'en vendre ! Comme elle continue de produire et vendre des armes "classiques" (en ce moment même un nouveau gros contrat de livraisons d'armes est en train d'être négocié entre les gouvernements français et irakien)

Certes, la "conférence de Paris" sur les armes chimiques annoncée par Reagan et Mitterrand peut bien se tenir et un bel accord "rassurant" en sortir. Il vaudra ce que valent tous les accords de désarmement, c'est-à-dire du vent ! D'ailleurs les fameux accords de Genève de 1925 qui, déjà à cette époque, interdisaient l'utilisation des armes chimiques, n'avaient d'autre raison d'être que le constat d'inefficacité et de difficulté à contrôler les effets des gaz utilisés pendant la 1ère guerre mondiale. Entre temps, les différents Etats ont appris à les perfectionner, jusqu'à donner une apparence inoffensive - et donc indécidable - à leur production, et la fabrication et l'emploi des gaz n'ont fait que se développer à une échelle plus grande encore durant la seconde guerre mondiale.

Plus la bourgeoisie parle de paix et de désarmement, plus elle prépare la guerre. Le nouveau discours du jour concernant les armements chimiques cherche, comme le précédent à nous anesthésier, à nous endormir face à la réalité de la barbarie guerrière du capitalisme. La classe ouvrière ne doit pas se laisser endormir mais, au contraire, poursuivre avec la plus grande détermination ses combats contre ce système de misère et de mort.

DJ

APPEL A LA SOUSCRIPTION

SOUSCRIPTIONS

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.

Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 10 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

Lyon : PH: 17F.
Paris : Réunion Publique de septembre : 748,50F ; MK: 200F.
Rouen : JP: 30F, Ph: 200F ; D.: 200F
Toulouse (Réunion Publique du 23/9) : Br et Ra: 30F ; Dn: 30F.
Tours : Mallers: 100F ; Stanley: 50F ; Picpus: 50F ; Bacalo: 20F ; La: 20F ; Adso: 100F.
TOTAL : 1795,50 F TOTAL GENERAL : 13.920,50 F

LIBRAIRIES

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine.
"Mimesis", 58, rue de Grassis.
"Machine à Lire", 13 rue de la Devise
BREST : "Graphitis", place St Louis.
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3, rue de l'Ente.
Librairie Jean Roure, 1 rue des Gros
DUNKERQUE : "Maison de la Presse" 34, rue Poincaré.
LA ROCHE/YON : "Le Chiquito", 83 Bd Maréchal Leclerc
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne.
-Maison de la Presse, pl. de la Tremoille
LE HAVRE : "Presse des Halles", 27 pl. des Halles Centrales.
LILLE : "Galerie" 57, rue de Béthune.
"Centre Culturel Libertaire", 1, 2, rue du Péage. Métro Fives.
LYON : "La Gryphe" 5, rue Sébastien Gryphe (7e).

MELUN : "La Porte ouverte" 19, Général de Gaulle.
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République.
METZ : "Géronimo" 31, rue du Pont des Morts.
MONTPELLIER : "La Breche", rue de l'Université.
MONTROUGE : "La Boulangerie" 67, rue de Bagneux.
NANTES : "Le Bateau Livre", rue Jean-Jaures.
"Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur.
"Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre" 50, Bd de la Madeleine.
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance.
PARIS : "L'Herbe Rouge" lbis, rue d'Alésia (75015).
"Parallèles" 47, rue St Honoré (75001).
PAU : "L'Etincelle", 41, rue Maréchal Joffre.
Maison de la Presse, 3 rue de la République.
TOULOUSE : "Toulouse Presse" 60, rue Bayard ;
"FNAC", lbis, place Occitane ;
Centre Commercial Reynerie ;
"Les Arcades", place du Capitole.

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

BILAN DE LA GREVE DANS LES HOPITAUX

Les luttes ouvrières ne peuvent se développer et vaincre qu'en dehors et contre les syndicats et les coordinations

CLERMONT-FERRAND :
Réunion publique le 25 novembre à 20h30, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE :
Permanence le 19 novembre de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :
Réunion publique le 25 novembre à 21h à Majo, impasse Métrol, Villeurbanne, Métro République.
Permanence le 14 décembre à 18h au bar "Le Perrache" 1, cours Charlemagne 69002.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 17 novembre à partir de 11h30.

MARSEILLE :
Réunion publique le samedi 17 décembre à 21h au 205 rue Ste-Cécile, 13005.
Permanence le mercredi 23 novembre de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse au marché de la Plaine, place J. Jaures (5ème) de 11h à 12h, les samedi 5/11 et 17/12 et au marché aux Pucés, de 11h à 12h les dimanche 6/11 et 18/12.

NANTES :
Réunion publique le samedi 19 novembre à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).
Permanence les vendredi 4 novembre et 2 décembre à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedi 5 novembre et 10 décembre, de 10h30 à 11h30.

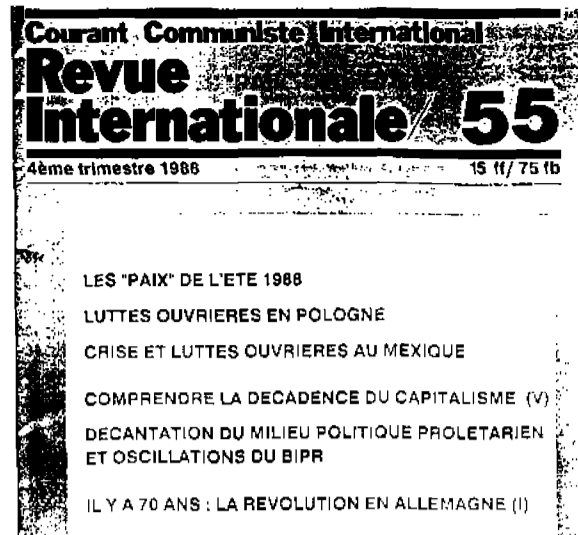
PARIS :
Réunion publique le 26 novembre à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence le 19 novembre à 18h, même adresse que la RP.

ROUEN :
Réunion publique le 19 novembre à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :
Réunion publique le vendredi 25 novembre à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les vendredi 4/11 et 2/12 à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les dimanche 13/11 et 11/12 de 11h à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

TOURS :
Réunion publique le samedi 26 novembre à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Permanence le jeudi 10 novembre à 20h30, au café bar "Le Rocher de Cancale", 16 place du Grand Marché.
Vente de la presse le samedi 5/11 et 3/12 de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin, 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267



PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIV, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, EXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUÈDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par cheque bancaire ou postal;

R.I. CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI :
abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale :
abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROSKYISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
15F + 3F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE :
Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi

LE PACIFISME PREPARE LA GUERRE

■ "La paix ! la paix ! la paix ! Voilà le mot qui se lisait ce matin, dans tous les yeux, sortait de toutes les lèvres. Le monde respire. Nous allons donc vivre encore. Notre président du Conseil et notre ministre des Affaires étrangères nous ont gardé la paix". Voilà ce qu'on pouvait lire dans "Paris-Soir" le 1er octobre 1938, au lendemain de la signature des accords de Munich. Daladier, le président du Conseil, qui savait bien ce qu'il en était (un an après, la 2ème guerre mondiale éclatait) se déclare lui-même surpris et étonné des acclamations de la foule à son retour. Il aurait même marmonné entre ses lèvres "Ah les cons !"... Cinquante ans après Munich, les trompettes de la paix resonnent à nouveau un peu partout. Aux quatre coins de la planète on n'entend plus parler que de désarmement, règlements de conflits en cours, apaisement des tensions entre les deux grands blocs... bref, pour paraphraser les plumitifs de la bourgeoisie de 1938, le monde peut à nouveau respirer et être sans souci ! Le simple rappel de Munich devrait déjà suffire à mettre en garde contre toute illusion envers les sirènes du pacifisme, envers la volonté de paix des Reagan, Gorbatchev, Mitterrand et Cie.

"MUNICH" ANNONÇAIT LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Que représentaient en réalité les accords de Munich, signés entre Hitler/Mussolini d'un côté et Daladier/Chamberlain de l'autre (pour la France et la Grande-Bretagne) ? Certes pas la paix, mais d'abord et avant tout la sanction d'un rapport de force qui voyait l'Allemagne, pour le moment l'emporter. Ce qui se traduisait à Munich par l'abandon de la Tchécoslovaquie par la France et l'Angleterre, au profit de l'Allemagne. Munich ne signifiait en aucune façon un "espoir" de paix mais au contraire la certitude d'une nouvelle guerre mondiale. L'impérialisme français, britannique, puis américain ne pouvait rester sans réagir devant l'offensive du bloc impérialiste momentanément le plus puissant, constitué autour de l'Allemagne. Là encore, nul esprit de paix, nul triomphe de la raison, mais simplement la logique infernale de l'impérialisme dans sa phase de décadence du capitalisme. Logique qui voyait d'un côté le vaincu de la première guerre mondiale, l'Allemagne, étouffer littéralement sous le poids du Traité de Versailles de 1919 (dont l'Internationale Communiste prévoyait qu'il contenait en germe tout le scénario d'une deuxième guerre mondiale), d'où le fameux mot d'ordre d'Hitler "exporter ou périr", et la détermination de la bourgeoisie allemande à bouleverser un statu-quo qui lui était totalement défavorable, et de l'autre côté les vainqueurs qui n'avaient aucun intérêt à remettre en cause une situation bâtie sur mesure par eux et pour eux. Pourquoi alors ont-ils accepté de céder à l'Allemagne à Munich ? Les classes dominantes anglaise et française auraient-elles fait preuve d'un total aveuglement, croyaient-elles acheter ainsi la paix ? Bien que certaines illusions aient pu exister dans certaines fractions de la bourgeoisie, la raison fondamentale de l'accord de Munich ne résidait pas là, mais dans la nécessité pour les vainqueurs du premier massacre de gagner du temps, gagner du temps pour mieux préparer la guerre qu'ils savaient pertinemment inévitable.

Bien que depuis 35-36 les préparatifs guerriers avaient été partout accélérés, notamment sous la houlette des "fronts populaires", bien que la guerre d'Espagne, une fois la révolte ouvrière dévoyée puis massacrée, ait servi de laboratoire à la préparation de la deuxième guerre mondiale, le degré de préparation militaire n'était pas le même dans les camps impérialistes.

C'est seulement en novembre 36 que le gouvernement anglais reconnaît l'état déplorable des forces armées terrestres et aériennes, et la nécessité de faire un gros effort d'armement, ce qui sera chose faite à travers un plan voté début 37. Bien que les chefs militaires soulignent au printemps 38 la nécessité d'agir vite, il apparaît que le programme de réarmement ne pourra pas recevoir une application efficace avant 1939 ou 40. Inégalité dans le réarmement, voilà donc, à l'automne 38, le trait essen-

tiel... "Ainsi l'Allemagne consacre 16,6 % de sa production à l'armement, l'Italie 12,7 %, la Russie 9,3 % alors que la France et la Grande-Bretagne n'en consacrent à cette date que 7,9 %". (P. Renouvin, T. 2, "Les crises du 20e siècle").

Dans ce décalage, dans ce retard des vainqueurs de 14-18 (les USA eux aussi seront en retard), contrairement à ce que voudrait nous faire croire la bourgeoisie, il n'y avait nulle preuve du caractère "doux et pacifique" des démocraties, opposé à l'agressivité de régimes totalitaires comme le nazisme ou le stalinisme, mais, là encore, une loi naturelle du régime capitaliste dans son ensemble. De la même façon que dans la pégre un nouveau caïd a toujours besoin de faire preuve de plus d'agressivité pour se faire une place sur le marché, alors que ceux qui y sont déjà installés en ont moins besoin, au niveau des Etats, c'est exactement la même logique, les mêmes impératifs. Le capitalisme allemand ne pouvait qu'attaquer, qu'utiliser la force militaire, pour tenter de modifier à son profit le rapport de force inter-impérialiste. Munich n'était que la sanction de cet état de fait et constituait le prélude direct de la seconde guerre mondiale, via une avancée décisive du bloc impérialiste à l'offensive et une très nette intensification des préparatifs guerriers dans l'autre camp (ceux-ci vont s'intensifier très sensiblement au lendemain même de la signature de ces accords).

La position du PCF à l'époque, l'une des seules fractions de la bourgeoisie à dénoncer "le défaitisme de Munich", s'expliquait uniquement par son choix de défendre l'impérialisme russe, directement menacé par ces accords, car se sentant "lâché" par la France et la Grande-Bretagne. Il apportait ainsi une pierre supplémentaire à l'embrigadement dans la guerre, en stigmatisant cette "honteuse capitulation". Un an plus tard, toujours pour défendre le bloc impérialiste russe, il osera se réclamer du "défaitisme révolutionnaire" pour justifier le pacte signé entre Hitler et Staline, avant de déchaîner quelques années plus tard tout son venin nationaliste, allant jusqu'au sinistrement célèbre "à chacun son boche" de 1944.

1938 - 1988 : LE MENSONGE DU PACIFISME

Lorsqu'aujourd'hui elle nous rebat les oreilles avec "l'été 88, été de la paix", la bourgeoisie tente de faire bégayer l'histoire en essayant de nous refaire le coup d'un mini-Munich bis. En effet, s'il y a une profonde similitude entre Munich et aujourd'hui, c'est le caractère totalement mensonger d'une promesse de paix. De la même façon que Munich annonçait inexorablement la guerre, les règlements en cours ne font que préparer de nouveaux affrontements impérialistes et ne font que nous rapprocher d'un nouveau massacre mondial. Pourquoi ?

Ces accords, ces règlements ne sont que ce qu'ils sont : la sanction d'un rapport de force inter-impérialiste, la sanction d'un affaiblissement de plus en plus marqué de la Russie face à l'offensive tous azimuts du bloc américain. L'URSS recule partout

face à la pression économique, diplomatique et surtout militaire du bloc de loin le plus fort : le bloc US. Mais ce recul n'est en aucune façon synonyme de paix, ou même d'une simple atténuation des tensions impérialistes. La Russie, sous peine de se suicider, ne peut accepter sans réagir, sans chercher tous les moyens d'y résister, son éviction quasi-totale de toutes les positions qu'elle avait pu acquérir hors de son glacis. Et si le fait qu'à la différence de l'avant deuxième guerre mondiale, ce soit le bloc le plus puissant qui soit à l'offensive, rend cette défense beaucoup plus difficile, cette défense n'en existe pas moins comme en témoigne le retrait partiel des troupes russes d'Afghanistan, et plus encore son acharnement à maintenir coûte que coûte une présence importante dans cette région vitale pour les deux blocs. L'avenir immédiat n'est en aucune façon à une "nouvelle ère de paix", mais au contraire à la multiplication des tensions de plus en plus fortes et directes entre les deux blocs, dans ces régions condamnées non seulement à la misère et à la décomposition sans borne, mais encore à la barbarie impérialiste vu leur position stratégique au sein de l'affrontement entre les deux grands blocs. Et cela vaut aussi bien pour le Golfe Persique et le Moyen-Orient que pour toute la péninsule indochinoise. Le maintien de l'essentiel de l'armée occidentale dans le Golfe, comme l'intensification de la guerre en Afghanistan, guerre qui dépasse de plus en plus ses frontières pour toucher de façon croissante sous toutes ses formes le Pakistan attestent que derrière le roucoulement de la colombe, c'est le bruit du canon qui domine et qui dominera de plus en plus. Même si aujourd'hui, contrairement à ce qui dominait en 38, c'est le bloc le plus faible qui recule, l'impitoyable dilemme qui se posait au capital allemand - conquérir, arracher de meilleures positions par la guerre ou disparaître -, se pose aujourd'hui avec une force décuplée au capital russe. Sa réponse à ce dilemme sera, soyons-en sûrs, celle à laquelle a toujours recouru l'impérialisme dans une telle situation, tant en 1914 qu'en 1939 : le déclenchement d'un conflit généralisé.

La Russie y sera d'autant plus contrainte que la logique infernale de l'impérialisme confronté à la crise historique la plus grave que le capitalisme ait jamais connue, veut que le bloc le plus puissant ne peut que chercher toujours plus à accentuer sa pression comme nous le montre toute l'attitude du bloc US ces dix dernières années, ce qui ne peut que contraindre le plus faible à utiliser les grands moyens pour éviter un étouffement définitif.

Or, aujourd'hui le déclenchement d'un tel conflit ne peut signifier que la destruction de l'ensemble de l'humanité. Voilà ce qui se cache derrière "les arbres de paix" dont la classe dominante nous tend les branches aujourd'hui, comme au moment de Munich.

Fondamentalement, tous les événements actuels sur la scène de l'impérialisme, contiennent la spirale meurtrière qui a connu son dernier tremplin avec Munich.

Mais la différence, et elle est essentielle, entre Munich et aujourd'hui, c'est qu'alors que Munich marquait l'entrée de "Minuit dans le siècle", le triomphe définitif de la contre-révolution, la situation actuelle est porteuse du seul espoir sérieux et réel pour l'humanité, celui porté par le développement et le renforcement des luttes prolétariennes. Et après le battage assourdissant autour de la paix, c'est au tour de la lutte de la classe ouvrière, de tendre à occuper à nouveau le devant de la scène, de la Pologne à la France. C'est parce que la bourgeoisie sait pertinemment qu'avant de déclencher sa réponse à la crise - une nouvelle guerre mondiale, elle doit vaincre et embrigader le prolétariat, qu'elle s'acharne à tenter de nous anesthésier sous le chloroforme du pacifisme et du mensonge de la "paix". Nous souvenir de Munich, est pour nous un moyen supplémentaire de renforcer notre détermination à développer, étendre, prendre en main nos luttes, et notre conscience que ces luttes constituent le seul avenir possible pour nous, comme pour l'ensemble de l'humanité.

RN (18.10.88)

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

Revolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégauchées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.